

L'UE aide Israël à opprimer les Palestiniens

Controverse sur l'étiquetage des produits alimentaires israéliens

Pourquoi le boycott, le désinvestissement et les sanctions sont la voie juste pour avancer.

Par OMAR BARGHOUTI 12/11/15

Israël a beau plonger dans un extrémisme d'extrême droite sans masque, notamment avec l'escalade actuelle dans la brutalité de l'occupation et de la répression, l'Europe reste largement complice du soutien à l'occupation israélienne et de la violation des droits des Palestiniens, en dépit d'une rhétorique vide de l'Union Européenne.

Tout le buzz à Bruxelles et à Tel Aviv sur l'étiquetage par l'UE des produits des colonies israéliennes dans le territoire palestinien occupé, ne peut cacher le fait que la relation de l'Europe avec Israël contredit les valeurs auxquelles elle adhère et ses engagements juridiques.

Ignorant ses obligations en vertu du droit international, en particulier l'avis de la Cour Internationale de Justice de 2004 contre le mur illégal d'Israël, l'UE maintient un réseau de relations militaires, de recherche sur les armes, de transactions bancaires et d'accords commerciaux avec des sociétés israéliennes, des banques et des institutions profondément impliquées dans les violations de droits humains.

L'UE a aussi obstinément refusé d'appliquer la clause des droits humains dans son accord d'association avec Israël, blanchissant de ce fait les violations permanentes du droit international par le régime israélien d'occupation, de

colonialisme de peuplement et d'apartheid. Plus de 300 syndicats, ONG et autres organisations de la société civile de toute l'Europe ont lancé un appel à l'UE pour qu'elle cesse son soutien aux crimes d'Israël, notamment en suspendant l'accord d'association. L'appel a reçu le soutien de plus de 60 députés européens.

Si les droits des Palestiniens sont considérés aujourd'hui par une grande partie du monde comme « le test décisif pour les droits humains » ainsi que le dit John Dugard, le juriste sud-africain, ancien rapporteur de l'ONU sur les droits humains, alors l'UE a raté ce test.

Étiqueter les produits illégaux des colonies israéliennes au lieu de les interdire est considéré par les Palestiniens comme un échec de plus de l'UE à défendre le droit européen et international.

L'UE contribue à financer des sociétés militaires israéliennes, telles Elbit System et l'Aérospatiale d'Israël, qui sont accusées de complicité avec les crimes de guerre et probablement des crimes contre l'humanité de la part d'Israël.

L'attaque de 2014 d'Israël à Gaza, condamnée en tant que « massacre » par la présidente du Brésil et le ministre des affaires étrangères de France, a exacerbé la colère à l'échelle internationale et a encore érodé le maigre soutien dont jouit Israël dans l'opinion publique en Europe. Un ancien vice-premier ministre britannique et un ancien premier ministre français ont ouvertement appelé à des sanctions contre Israël. Le vice-président du deuxième plus grand parti d'Allemagne a appelé à un embargo sur les armes vers Israël – comme vers l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Bien que l'UE continue à voter en bloc son soutien aux résolutions de l'ONU pour la défense des droits palestiniens tels que décrétés par l'ONU, dont le droit au retour des réfugiés palestiniens, et bien que l'UE condamne toujours les

colonies israéliennes comme illégales selon la quatrième convention de Genève, ces positions ne se sont traduites en aucune mesure effective de reddition de comptes d'Israël.

Quand on voit avec quelle rapidité l'UE a adopté des sanctions contre la Russie pour des violations présumées du droit international en Ukraine, bien pâles en comparaison des crimes d'Israël perpétrés depuis tout ce temps d'occupation du territoire palestinien, on ne peut qu'accuser l'Europe d'hypocrisie quand elle fait défaut sur des sanctions bien plus justifiées à prendre contre Israël.

Certains pourront objecter que les lignes directrices de 2013 sur les relations avec l'occupation israélienne et avec les colonies sont une manifestation concrète du rejet par l'Europe de la souveraineté d'Israël sur les territoires arabes occupés. Loin de refléter une approche qui, par principe, défende systématiquement les droits humains et le droit international, néanmoins, ces lignes directrices ont résulté directement du mécontentement croissant en Europe vis-à-vis d'Israël. Un sondage de la BBC en 2014 montre par exemple que la popularité d'Israël est du même ordre que celle de la Corée du Nord pour les deux tiers des sondés en Europe.

Source

:

<http://www.politico.eu/article/the-eu-helps-israel-oppress-palestinians-occupation-rights-violation>

Traduction SF pour BDS France